

SYRIE

Des obus sont tombés à Damas malgré la trêve

Plusieurs obus sont tombés hier en milieu de journée sur Damas quelques heures après l'entrée en vigueur de l'accord de cessation des hostilités avec les rebelles, a indiqué l'agence officielle Sana.

«Un petit nombre de terroristes à Douma et Jobar (des secteurs à l'est de Damas) ont tiré plusieurs obus contre des quartiers résidentiels de la capitale», a précisé une source militaire citée par l'agence qui ne qualifie pas la chute de ces obus comme une violation de la trêve.

L'agence n'a pas fait état de victimes

Selon une source sécuritaire, une dizaine d'obus sont tombés sur le quartier des Abbassides, dans l'est de la ville.

Un habitant interrogé par l'AFP a confirmé la chute d'obus sur ce quartier en fin de matinée.

Il s'agit du premier incident notoire à Damas depuis l'entrée en vigueur de la trêve initiée par la Russie et les Etats-Unis et soutenue par l'ONU. Des terroristes du Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, sont présents dans le quartier de Jobar et la ville de Douma est contrôlée par les seuls rebelles.

«La direction générale de l'armée met en garde contre les

conséquences de tels actes et appelle tous les citoyens à participer à la réconciliation nationale», selon Sana. Par ailleurs, l'armée russe a annoncé hier la suspension, pour la journée, de toutes les sorties aériennes au-dessus de la Syrie afin de soutenir l'accord de cessez-le-feu entré en vigueur après minuit vendredi et d'éviter toute erreur de bombardement.

«Le 27 février, aucune sortie de l'aviation russe en Syrie, y compris d'avions à long rayon d'action, n'aura lieu en conformité avec la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée en soutien de l'accord de cessez-le-feu russo-américain entré en vigueur et afin d'éviter toute erreur de bombardement», a déclaré à la presse Sergueï Rudskoï, haut représentant de l'état-major des forces armées russes.

Entré en vigueur samedi (vendredi 22h GMT), l'accord a fait taire les armes sur une partie du territoire syrien pour la première fois depuis mars 2011, le président Bachar Al-Assad une centaine de factions rebelles et les forces



Photos : DR

kurdes s'étant engagés à le respecter. M. Rudskoï a également confirmé que l'armée de l'air russe avait arrêté tous ses bombardements en Syrie après l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu. «L'armée de l'air russe a totalement arrêté ses bombardements dans la zone verte, c'est-à-dire dans les zones où se trouvent les groupes armés qui nous avaient soumis une demande de cessez-le-feu», a-t-il déclaré.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une organi-

sation non-gouvernementale proche de l'opposition, avait auparavant indiqué que l'aviation de la Russie n'avait effectué aucune sortie depuis minuit au nord de Lattaquié, et que le calme régnait dans les provinces centrales de Homs et de Hama.

Les organisations terroristes telles que le groupe Etat islamique (Daesh) et le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, sont exclues de l'accord. Le régime syrien et la Russie, ainsi que la coalition internationale dirigée par

les Etats-Unis, pourront ainsi continuer dans les prochains jours à frapper Daesh et Al-Nosra, qui contrôlent plus de la moitié du territoire syrien. Le Président russe Vladimir Poutine avait d'ailleurs souligné vendredi que la Russie continuerait, après l'entrée en vigueur de la trêve, sa «lutte implacable» contre Daesh, le Front Al-Nosra et les «autres organisations terroristes», sans préciser lesquelles. Mais la Russie ne devrait donc effectuer aucune frappe au moins pour la journée de samedi.

«Nous honorons une obligation de respecter le cessez-le-feu pleinement», a dit M. Rudskoï. «Mais cela ne veut pas dire que Daesh et Al-Nosra peuvent pousser un soupir de soulagement».

Le responsable a précisé que 17 groupes armés qui se battent aux côtés de l'armée régulière ou indépendamment avaient contacté le centre de coordination du cessez-le-feu russe sur la base de Hmeimim pour s'engager au respect de la trêve, qui est contrôlée par plus de 70 drones. La trêve est la première de cette ampleur dans un conflit qui a fait plus de 270.000 morts depuis 2011, déplacé plus de la moitié de la population et qui voit s'affronter une multitude d'acteurs, syriens et internationaux.

AFGHANISTAN

Deux attentats font 25 morts à Kaboul et dans l'est du pays

Vingt-cinq personnes ont péri hier en Afghanistan dans deux attentats perpétrés dans l'est du pays et la capitale, deux nouvelles attaques sanglantes qui surviennent au moment où Kaboul tente de ramener les talibans à la table des négociations.

Comme souvent, les talibans, qui ont endossé la responsabilité de l'attentat de Kaboul, se sont attaqués à un symbole du pouvoir central en envoyant un kamikaze se faire exploser face au ministère de la Défense, dans le centre-ville.

«Douze personnes, dont deux soldats afghans, ont été tuées et 8 autres blessées», a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué. Un précédent bilan avancé par Abdul Rahman Rahimi, le chef de la police de Kaboul, faisait état de 9 morts et 13 blessés.

«Le kamikaze était à pied» et s'est fait exploser à l'heure de sortie des bureaux, a précisé Dawlat Waziri, porte-parole du ministère.

D'après les analystes, les talibans multiplient les attentats au cœur de la capitale afghane pour pouvoir peser lors de chimériques négociations de paix avec Kaboul, leur ennemi juré qu'ils combattent depuis la chute de leur régime en 2001. Ils n'ont en revanche pas revendiqué un premier attentat qui a secoué dans la matinée Asadabad, chef-lieu de la province de Kunar, dans l'est du pays. Treize civils ont été tués et 40 autres blessés dans cette attaque qui visait un chef tribal farouchement opposé aux islamistes, selon un porte-parole du gouverneur et le chef adjoint de la police provinciale. Le chef tribal, Haji Khan Jan, a péri dans l'attentat com-

mis par un kamikaze à moto devant un marché. Les talibans ne revendiquent généralement pas les attentats qui font de nombreuses victimes civiles, car ils prétendent ne s'attaquer qu'aux soldats afghans, des «larbins» des puissances étrangères, et aux troupes de l'Otan, considérées comme des «envahisseurs», ainsi qu'aux symboles du pouvoir central. Mais les civils payent un très lourd tribut aux vio-

lences qui déchirent leur pays. L'année 2015 a été la plus sanglante pour eux depuis que l'ONU a commencé en 2009 à compter le nombre d'Afghans tués ou blessés dans le conflit. La guerre a fait au total 11.002 victimes civiles, dont 3.545 morts, l'an dernier, selon son rapport annuel.

Les deux attaques de samedi font encore vaciller un peu plus les espoirs d'une reprise du processus de paix avec les talibans, laborieusement mis en branle depuis le début de l'année avec l'appui de la Chine, le Pakistan et les Etats-Unis. Les quatre pays s'attendent à un dialogue direct entre les talibans et

Kaboul d'ici à la semaine prochaine. Mais «l'échéance est totalement irréaliste, d'autant que les talibans disent ne pas avoir été contactés» par le quartette, explique à l'AFP Thomas Ruttig, spécialiste de la rébellion au Réseau des analystes sur l'Afghanistan (AAN) basé à Kaboul. Kaboul ne cesse d'appeler «tous les groupes talibans» à s'asseoir à la table des négociations, mais le Président Ashraf Ghani a aussi dit que son gouvernement «ne fera pas la paix avec ceux qui tuent des civils». Un premier round de négociations directes avait eu lieu l'été dernier au Pakistan, mais une seconde édition avait été reportée

sine die à l'annonce de la mort du mollah Omar, le fondateur du mouvement.

Son successeur, le mollah Akhtar Mansour, ne fait pas l'unanimité. Un contingent non négligeable de cadres et de combattants ont fait sécession en décembre dernier. Au même moment, le mollah Mansour était blessé dans une fusillade déclenchée par une querelle entre cadres au Pakistan. En dépit de ces guerres intestines, les talibans sont loin d'avoir rendu les armes. Depuis la fin de la mission de combat de l'Otan en Afghanistan fin 2014, ils ont au contraire multiplié les attentats et les offensives sur le terrain.

SOMALIE

14 morts dans l'attaque d'un hôtel à Mogadiscio

Quatorze personnes ont été tuées vendredi soir, dans l'attaque d'un hôtel à Mogadiscio par les terroristes somaliens Shebab, qui ont eu recours à de grandes quantités d'explosifs lors de cette opération, ont indiqué hier des sources gouvernementale et médicale citant un nouveau bilan.

Deux personnes ont succombé à leurs blessures, a rapporté un médecin de l'hôpital Medina de Mogadiscio, portant de 12 à 14 le nombre de morts de la double explosion suivie d'une fusillade entre le commando Shebab et

les forces de sécurité. «Dix-huit blessés ont été admis à l'hôpital et jusqu'à présent, deux d'entre eux ont succombé à leurs très graves blessures», a déclaré le Dr Mohamed Moalim. Vendredi soir, peu après l'attaque, un responsable policier avait fait état de 12 morts.

L'attaque s'est déroulée vendredi en début de soirée dans le centre-ville de Mogadiscio, à proximité de l'enceinte ultra-sécurisée de la Villa Somalia, complexe fortifié abritant la présidence somalienne et les bureaux du Premier ministre. Deux explosions à quelques minutes d'intervalle ont visé l'hôtel SYL et un jardin public voisin très prisé des habitants de la

ville, le Peace Garden. «Selon nos experts, les explosifs utilisés pesaient environ 200 kg, ce qui a fait de cette explosion la plus grande (recensée à Mogadiscio), encore plus importante que celle utilisée à l'encontre de l'hôtel Jazeera», en juillet 2015, a déclaré hier le ministre somalien de la Sécurité, Abdirasak Omar Mohamed. «Les forces de sécurité, a-t-il ajouté, ont réussi à arrêter le camion (piégé) à un barrage qu'il était en train de forcer et cela a permis de limiter le nombre de victimes (...) Le camion a explosé sur place et tué les gens alentour».

(APS)